

services. Les lois cadres, notamment celles concernant le droit de posséder des biens et des terres agricoles, définiront le contexte socio-juridique de ces changements.

Il est nécessaire de recourir à une théorie économique comparative pour mieux comprendre pourquoi ce contexte est si vital. L'économiste américain Charles Lindblom a dit² des économies des pays industrialisés modernes qu'elles comportaient trois types de marché : le marché de la main-d'oeuvre, où l'énergie et le talent sont échangés contre de l'argent; le marché de consommation, où les particuliers achètent des biens et des services avec de l'argent; et troisièmement (c'est habituellement un volet plus considérable que les deux autres réunis), le marché intermédiaire, où les entreprises (sociétés, compagnies, fermes, petites et grosses entreprises, et ministères gouvernementaux) achètent et échangent des pièces, des matières premières, des services commerciaux, de l'énergie, et le reste.

APRÈS AVOIR ANALYSÉ LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE soviétique, Lindblom en a conclu qu'il a supprimé ce troisième palier. Depuis 1929, les usines, les fermes collectives, les magasins, les journaux et les restaurants n'échangent entre eux que d'après les quantités, les prix et les dates fixés d'avance dans le plan gouvernemental. Tel est l'effet étouffant du système de planification : l'URSS compte seulement quelques dizaines de milliers d'organisations de production, comparativement aux millions d'entreprises, d'associations commerciales et de sociétés à but non lucratif existant aux États-Unis, pays possédant une économie de taille analogue.

Des millions de transactions commerciales entre toutes sortes d'entreprises composent la vie des pays industrialisés modernes d'Occident; certaines de ces transactions portent sur de gros produits très coûteux vendus et achetés par de grosses entreprises, mais la plupart ont un tout autre caractère. Elles concernent plutôt des «bagatelles», comme Shmelev et Popov les appellent (boutons, emballages, fils de fer, agrafes-trombones et articles divers), mais ce sont elles qui donnent toute son intensité et sa prospérité à la vie économique. Comme il existe relativement peu d'entreprises en URSS, écrivent Shmelev et Popov, les «bagatelles» indispensables font constamment défaut.

Le récit de Shmelev et Popov sur les inepties du processus de planification explique pourquoi il en est ainsi. Même si une entreprise veut, par exemple, acheter des agrafes-trombones d'une usine voisine, elle n'a aucun argent, hormis celui prévu dans le plan, pour payer les articles et conclure la transaction. Et l'usine en question ne peut vendre les agrafes (même si elle en a en réserve), car le plan dit qu'elle n'est pas censée en avoir (le plan est parfait) et que l'argent supplémentaire que les ventes non prévues procureraient à l'usine bouleverserait encore davantage le plan. Par conséquent, au lieu de considérer les fruits de la vente comme un profit, le ministère des Plans impose à l'entreprise une amende équivalant à quatre fois la valeur de la transaction !

Ce sont ces marchés intermédiaires faibles et sous-utilisés (le vide économique qui

apparaîtra quand le gouvernement se retirera de la scène) que les citoyens soviétiques devront occuper avec divers mécanismes de production. Et c'est là qu'interviendront les lois proposées sur la propriété civile et foncière. En Occident, l'activité commerciale est définie par un ensemble de lois, de coutumes et d'institutions à la faveur desquelles les personnes se groupent en dehors de la coupe de l'État afin de créer des biens et services et de gagner de l'argent. Des lois sur la propriété, des règlements sur les prêts commerciaux, des lois pour limiter la responsabilité des entreprises, une législation anti-trusts, des règles sur les droits d'auteur, voilà quelques-uns des instruments qui, sous une forme ou sous une autre, sont essentiels pour lancer et réglementer la production en dehors d'un régime rigoureusement planifié à la soviétique.

Il n'existe à toutes fins utiles aucun cadre juridique semblable en URSS. Même des notions aussi fondamentales que l'«autorité de la loi», en vertu desquelles les droits de l'individu et la propriété sont protégés contre l'intervention arbitraire de l'État, doivent être fermement établies et sont essentielles si l'on veut que les citoyens soviétiques fondent des entreprises ou travaillent pour des personnes qui en possèdent. Le caractère de ces lois et coutumes et la façon dont elles s'harmoniseront avec une culture qui est déjà en effervescence détermineront la nature de l'économie qui naîtra du processus.

ON NE SAIT PAS TRÈS BIEN OÙ LES SOVIÉTIQUES veulent que leur économie aboutisse. Shmelev et Popov évoquent la période sereine où l'intervention de l'État dans l'économie était relativement limitée, soit entre 1921 et 1927 (l'ère de la nouvelle politique économique de Lénine). D'autres économistes et fonctionnaires ont favorablement fait référence aux cas de la Suède, de la Hongrie ou de la Yougoslavie. Deux constantes claires se dégagent de toutes les observations formulées : tout d'abord, le gouvernement ne veut pas, pour reprendre les mots d'Ericson, de «marchés capitalisants à l'occidentale»; il recherche l'égalité

tarisme qui caractérise l'idéal socialiste. En second lieu, à l'exception des fonctionnaires qu'Ericson décrit comme étant les «technocrates conservateurs» et selon qui il serait possible de sauver le système dirigé actuel avec des ordinateurs modernes, les membres du gouvernement savent qu'ils ne peuvent pas commander simplement ce qu'ils veulent; il leur faudra apprendre à tolérer un certain degré de confusion sur le marché.

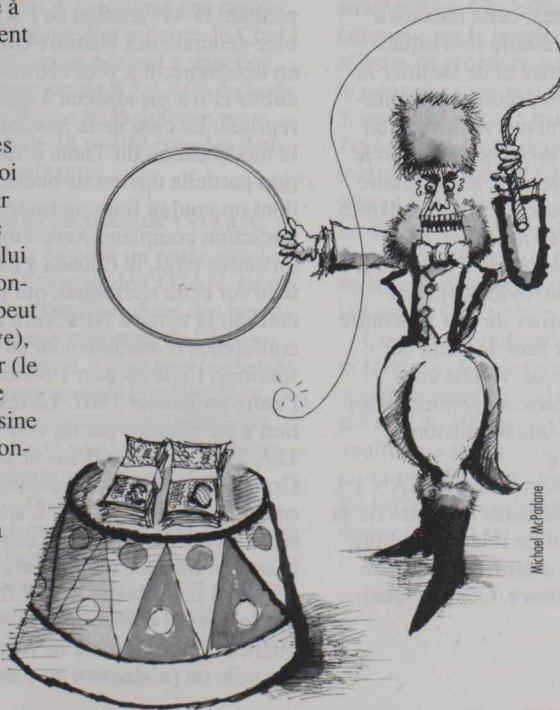
D'après Ericson, on a encore une certaine phobie de l'«anarchie des marchés»; par conséquent, le gouvernement veut se garantir contre des suites indésirables telles que des bénéfices trop considérables pour les particuliers. Les «marchés socialistes» envisagés par les économistes soviétiques demeureraient manoeuvrables et orientables par le gouvernement; les milieux dirigeants éprouvent toujours beaucoup d'antipathie pour la «capitalisation», que l'on perçoit comme étant de l'exploitation ou comme un revenu «non gagné». Ericson fournit l'exemple suivant : en vertu des nouvelles lois sur la propriété et les entreprises, il faudrait former un groupe d'au moins trois personnes pour posséder une usine, et celles-ci pourraient se partager les profits de fonctionnement («valeur fondée sur le travail»), mais il ne leur serait pas possible de réaliser un profit en vendant l'usine et son matériel (accumulation de capital, ou capitalisation). Bref, il y aurait un marché pour les biens fabriqués par les entreprises, mais aucun pour les entreprises mêmes.

AUX YEUX D'ERICSON, LE PROGRAMME ACTUEL DU gouvernement représente un compromis intenable entre les marchés capitalistes à l'occidentale et le régime existant. Il a peut-être raison de dire que, quand ils seront laissés à eux-mêmes, les nouveaux marchés donneront peut-être lieu à leurs propres règles. Ou pire encore, s'il s'avère que les mécanismes juridiques ne concordent pas avec les traditions et les valeurs culturelles, l'économie risque de ne pas démarrer du tout. Par exemple, on ne voit pas au juste pourquoi trois personnes investiraient dans une entreprise si, à supposer qu'elles perdent leur enthousiasme ou la vitalité de leurs jeunes années, elles ne peuvent la liquider et récupérer l'argent investi plus une somme raisonnable pour avoir ainsi immobilisé leurs capitaux pendant des années. L'État pourrait sans doute racheter l'entreprise au prix original en y ajoutant des intérêts, mais les mécanismes nécessaires pour administrer un tel régime reprendraient la structure même que le gouvernement prétend vouloir démanteler. Un marché viable pour les biens de consommation semble déboucher inexorablement sur un marché pour les entreprises (nonobstant les préférences idéologiques).

Les économistes de partout garderont leurs regards rivés sur l'URSS. La plus grande expérience d'économie appliquée va s'y dérouler, et le sort de 300 millions de personnes en dépend. □

1. *The Turning Point: Revitalizing the Soviet Economy*, Nikolai Shmelev et Vladimir Popov, New York, Doubleday, 1989.

2. *Politics and Markets: The World's Political-Economic Systems*, Charles E. Lindblom, New York, Basic Books, 1977.



Michael McFarlane